



Une agriculture durable, la sécurité de l'approvisionnement, la conservation des ressources naturelles, l'occupation décentralisée et le bien-être des animaux. Des conditions cadres propices à la production et à l'écoulement. Une évolution acceptable sur le plan social. Soutien à la recherche agricole. Dans le respect des principes de la souveraineté alimentaire. Un revenu comparable. Des mesures pour améliorer les revenus. Conditions cadres pour tirer une recette aussi élevée que possible de la vente des produits. Des Organisations de producteurs qui adaptent la production et l'offre au marché par des contrats-types.

Des mesures décidées à titre collectif par des organisations d'entraide représentatives. Le soutien à des mesures collectives pour favoriser la qualité et la durabilité. Le soutien à l'innovation et la coopération. Des droits de douane qui tiennent compte de l'approvisionnement et des débouchés des produits suisses. L'interdiction des importations ou le relèvement des droits de douanes en cas de modes de production interdits.

Ce n'est pas Uniterre qui a inventé cela, mais c'est le texte de la loi en vigueur! Uniterre exige que cette loi soit appliquée dans une société démocratique et appelle la population à en imposer le respect!

Car au lieu de favoriser et de soutenir une agriculture paysanne durable, l'Office fédéral de l'agriculture continue la destruction de cette agriculture paysanne diversifiée. Chaque jour, 3 fermes et 6 postes de travail disparaissent. Aucun des objectifs de durabilité n'est atteint ! Ni sur le niveau économique, ni social, ni écologique. Malgré un soutien du revenu paysan par des paiements directs qui représentent 25% du revenu des fermes, le revenu paysan est 35% en dessous du revenu moyen, alors que la charge de travail est de 25% supérieur. Sous cette pression la destruction est quotidienne et nous nous éloignons d'un système alimentaire durable. Combien de temps cela doit encore durer?

Que fait notre Office fédéral de l'agriculture?

L'Office fédéral de l'agriculture baisse continuellement les prix seuils pour les céréales fourragères ainsi que les tarifs douaniers pour le blé. Au niveau du sucre, le prix est lié à celui de l'UE et est en baisse constante. Au niveau du lait, l'OFAG a créé un prix politique avec la formule prix mondial, plus prime à la transformation fromagère, plus 10% de Swissness. Les prix du lait touchent le fond, en Suisse il y a du lait qui est payé 21 cts. Il y a dix ans, 80% des producteurs de lait se sont prononcés pour une organisation nationale de vente. Malgré cela, l'OFAG tolère une interprofession qui est dominé par le commerce et qui empêche par tous les moyens d'adopter des contrats clairs et une gestion des quantités. L'OFAG ferme les yeux alors que la loi n'est pas respectée.

De même on importe de plus en plus de viande et de céréales panifiables sous forme transformée en dehors des contingents douaniers. En 2017, il s'agissait de 140'000t de spécialités boulangères. Ainsi l'OFAG force les producteurs de céréales à déclasser près de 100'000t de blé panifiable et à le rendre impropre à la consommation humaine. De cette manière, on détruit la valorisation paysanne et une agriculture respectueuse des ressources en poussant les producteurs dans une spirale productiviste sans issue. Toujours plus grand, toujours plus spécialisé, toujours plus dépendant des acheteurs. Personne n'a envie d'une agriculture industrielle, bien que le commerce et la grande distribution s'en frottent les mains. Mais même ces secteurs ont besoin de perspectives à long terme que rend possible un système alimentaire véritablement durable et démocratique.

La communauté scientifique nous dit clairement que l'avenir appartient à une agriculture paysanne, diversifiée et que l'industrialisation des systèmes alimentaires nous mène dans le mur.

L'administration et le gouvernement doivent prendre leurs responsabilités pour un système alimentaire tourné vers l'avenir. Nous voulons un système alimentaire fondé sur une agriculture paysanne durable qui produit localement ce qui peut l'être! Le système alimentaire appartient aux populations et ne peut être laissé dans les mains de requis de la finance, de l'industrie ou des grands distributeurs.

Il est temps pour la souveraineté alimentaire!

5 bonnes raisons pour soutenir l'initiative pour la souveraineté alimentaire !

L'initiative souhaite appliquer le principe de souveraineté alimentaire en Suisse. Pour ce faire, elle souhaite que La Confédération favorise:

1. Une **agriculture paysanne diversifiée et nourricière** qui tienne compte de nos ressources naturelles notamment du sol, protège nos semences et renonce aux OGM.
2. Une agriculture qui offre un avenir aux générations futures en assurant par **des prix rémunérateurs des revenus équitables** aux paysan-ne-s comme aux employé-e-s agricoles et en garantissant aux jeunes un **accès à la terre**.
3. Un **marché plus transparent**, qui soit au service des paysan-ne-s comme des consommateurs- trices ; un renforcement des circuits courts pour promouvoir et dynamiser la production de proximité, les emplois dans les régions, réduire les transports et garantir une meilleure traçabilité.
4. Un **commerce international plus équitable** par le biais d'une frontière qui joue son rôle régulateur ; un droit de se protéger et un devoir de renoncer à des subventions à l'exportation.
5. Une **agriculture et une alimentation citoyenne** qui soient à l'écoute de la population ; que celle-ci soit souveraine sur le type de politiques agricole et alimentaire qu'elle souhaite développer au plus proche de ses souhaits et en respect des autres régions.

Plus des informations : www.souverainetealimentaire.ch

